

YYJ

ANNEE 2008

ARRET N° 153/CIV/2007

09 AVRIL 2008

AFFAIRE N° 1475/RG/06-07

08 AOUT 2007

CREDIT COMMUNAUTAIRE
D'AFRIQUE (C C A) S.A
(Me TCHATCHOUA)

contre

KAMGA KAMGA Richard
(Me MONGKUO Lawrence)

NATURE DE L' AFFAIRE

Annulation d'une sentence
arbitrale -

DECISION DE LA COUR

(VOIR DISPOSITIF).-



MINISTRE DES FINANCES
REPUBLIQUE DU CAMEROUN
FCFA 0008000
PAIX - TRAVAIL & PATRIE
0082

Spte N° 634 P/06-07

- AUDIENCE DU 09 AVRIL 2008 -

--- La Cour d'Appel du Centre siégeant en
tière civile et commerciale, conformément
l'Annulation d'une Sentence Arbitrale n° C
CNA - TBB/AY/07 en son audience publique t
nue au Palais de Justice de Yaoundé, le 04
Juin 2007 par le Tribunal Arbitral et en l
quelle siégeaient en collégialité :

--- Mesdames ELOUNDOU Virginie, Vice Prési
dent de la Cour d'Appel du Centre.....
..... PRESIDENT ;
--- NGAKOU Anastasie, Vice Président de la
Cour d'Appel du Centre..... MEMBRE
--- Monsieur EKOTTO ZEH Jean Claude, Vice
Président de la Cour d'Appel du Centre....
..... MEMBRE ;
--- Maître OUWE MASSI Martial, Greffier ;

A RENDU L'ARRET SUIVANT

E N T R E

--- Le Crédit Communautaire d'Afrique (CCA
S.A, YAOUNDE ayant pour conseil Me TCHATCH
Gustave, Avocat B.P. 7831YAOUNDE, appelant
comparant et plaidant par ledit conseil ;

D'UNE PART

ET,

--- KAMGA KAMGA Richard, Commerçant BP 475
Bafoussam, intimé ayant pour conseil Me
MONGKUO Lawrence, Avocat au Barreau, compa

1er rôle

rant et plaident par ledit conseil ;

D'autre part

--- Sans que les présentes qualités puissent nuire ou préjudicier aux droits et intérêts des parties en cause, mais au contraire sous les plus expresses réserves de fait et de droit ;

POINT DE FAIT

--- La 04 Juin 2007 intervenait entre les parties une sentence arbitrale n° 024/CMA-TAB/1 rendue par le Tribunal arbitral à Yaoundé dont le dispositif suit :

Par ces motifs

Sur la forme :

- 1) Déclare valablement formée la convention d'arbitrage entre les parties, et le Tribunal Arbitral régulièrement formé et compétent pour la cause
- 2) Constate qu'aucune règle d'ordre public international des Etats signataires du Traité de l'OHADA n'est violée et que le principe du Contradictoire a été observé -

AU FOND ET PARTIELLEMENT

- 3) Déclare le demandeur fondé en ses demandes instruites et, y faisant droit :

Condamne la Défenderesse à lui payer la somme de Soixante quinze millions huit cents mille (75.800.000) Frs CFA à titre de dommages intérêts en réparation des préjudices économiques à lui infligés -

Ordonne à la Défenderesse de lui délivrer les relevés mensuels de chacun de ses comptes

en ses livres pour la période allant de la date d'ouverture de chacun d'eux jusqu'au Décembre 2006

En outre quant à présent, constate que les frais de la procédure s'élèvent à un million cinq cent mille (1.500.000) Frs CFA, fixe les honoraires d'arbitrage à la somme de quatre millions cinq cents mille (4.500.000) Frs CFA et les met à la seule charge de la Défenderesse, puis ordonne à la Défenderesse de mettre immédiatement à exécution l'intégralité de la présente sentence arbitrale sous peine d'astreintes d'un montant de dix millions de Francs CFA par jour de retard à compter de la date de sa signification à elle

Ordonne l'exécution provisoire de cette sentence arbitrale

4) Dis qu'il y aura lieu que le Président du Tribunal de Première Instance de YAOUNDÉ ou de toute autre localité où l'exécution de la présente sentence arbitrale sera envisagée, requis dans le respect des Articles 4 (2) et Article 5 (2) de la Loi n° 2003/009 du 10 Juillet 2003 avec la production des exemplaires originaux (ou certifiés conformes) dûment enregistrés de l'acte portant "Déclaration d'existence de la Convention d'ARBITRAGE" du 20 Avril 2007 et de la présente sentence, par application des premier et second paragraphes de l'Article 31 de

l'Acte Uniforme de l'OHADA sur le Droit d'Arbitrage, accorde l'exéquatur à la présente SENTENCE ARBITRALE à toutes les fins de droit.

5) quant à la continuation de la procédure, réserve les frais, honoraires et dépens et renvoi la cause au 26 Juin 2006 à 13 H 30 pour débats sur les autres chefs de demande.

-----ET-----

Ainsi fait et jugé en audience arbitrale le même jour, mois et an que dessus,

En foi de quoi la minute de la présente sentence a été signée par Nous, YOUSSEF ANDRE en qualité de juge arbitral l'ayant rendue.

En déclarant que, conformément à la Loi

- Cette sentence n'est susceptible ni d'opposition, ni d'appel, ni de pourvoi en cassation.

- Elle a dès à présent toute l'autorité de la chose jugée

- Elle peut dès à présent faire l'objet de toute exécution forcée

- Elle pourra faire l'objet de toute exécution non forcée

- Elle pourra faire l'objet d'exécution forcée après avoir été revêtue de la formule exécutoire valant à cet effet légale requise de la force publique,

Et en approuvant ___ mots et ___ lignes rayés nuls ainsi que ___ renvois bons en marge.

(4) illisible

--- Suivent les signatures

 

--- Ensuite se trouve la mention d'Enregistrement dont la teneur suit :

Enregistré à Yaoundé (Actes Judiciaires)

Le 16 Juin 2007 - Vol. 2 Fol.360 Cld 2611

Reçu 4000 - Le Receveur de l'Enregistrement

(4) illisible

--- Pour expédition certifiée conforme,

Délivrée par Nous, Greffier en Chef soussigné

Yaoundé, le 16 Août 2007

(4) illisible

--- Par assignation en annulation d'une sentence arbitrale en date du 17 du mois Juillet 2007 à 9H32 mn à la requête du Crédit

Communautaire d'Afrique S.A (CCA) dont le

siège social est à Yaoundé, 126 rue Abbia

B.P. 30388 ayant pour conseil Me TCHATCHOUA

Gustave Avocat B.P. 7831 YAOUNDE, en l'étude

duquel domicile est élu à l'étude de Maître

TSOUNG née Koumedjalé Eva Marquis, Huissier

de Justice à Yaoundé, agissant par l'inter-

médiaire de Me NGUETSOP Paul Prosper Huissier

de justice à Bafoussam,

DONNE ASSIGNATION EN ANNULATION A :

Monsieur KAMGA KAMGA Richard, commerçant

demeurant à Bafoussam BP 475 d'avoir à se

trouver et comparaître en personne par devant

la Cour d'Appel du Centre à Yaoundé, statuant

ant en matière civile, en la salle ordinaire

de ses audiences sise au Palais de Justice

de ladite ville le 08 AOUT 2007 à 7H30mn

POUR :

3e rôle

- Attendu que le crédit communautaire d'Afrique S.A entretient dans ses livres un compte ouvert par sieur KAMGA KAMGA Richard ;
- Attendu que se prévalant de l'absence de mise à sa disposition des relevés de compte manquement ayant, déclare-t-il, conduit à la faillite, ce citoyen véreux s'est tapé les services d'un certain YOUNI André qui, se prétendant juge privé des arbitrages, lui a confonctionné en marge de toute procédure légale la fameuse sentence arbitrale n° 024/CNA/TBB/AY du 04 Juin 2007 dont annulation est sollicitée par les présentes ;
- Attendu qu'en marge de toute motivation, sieur YOUNI a condamné le Crédit Communautaire d'Afrique S.A à payer 82.800.000 F CFA à sieur KAMGA ;
- Attendu que cette décision brave toutes les dispositions légales prévues par l'Acte Uniforme OHADA N° 4 régissant l'arbitrage ;
- Attendu que la grande curiosité en l'espèce tient de ce que le Crédit Communautaire d'Afrique S.A n'est pas lié à sieur KAMGA KAMGA par une convention d'arbitrage ; or la condamnation sinequanon pour que la procédure d'arbitrage soit entamée c'est l'existence de la convention d'arbitrage ;
- Attendu qu'en l'espèce, la procédure prévue par l'Acte Uniforme sur l'arbitrage dès les articles 2 et suivants a été violée ;
- Attendu que la réclamation du Crédit Commu

7

naulaire d'Afrique S.A est fondée et qu'il y a lieu d'y faire droit en annulant la sentence déférée ;

PAR CES MOTIFS

Et tous autres à déduire, ajouter ou suppléer même d'office :

- Recevoir le Crédit Communautaire d'Afrique en son action en contestation et en annulation de la sentence arbitrale ;
- Constater que le Crédit Communautaire d'Afrique S.A et sieur KAMGA KAMGA n'ont jamais signé de convention d'arbitrage ;
- Constater que la sentence déférée viole les dispositions des articles 2 et suivants de l'Acte Uniforme régissant l'arbitrage dans l'espace OHADA ;

EN CONSEQUENCE : Vu les articles 25, 26, 27, 28, 29 et 30 de l'Acte Uniforme régissant l'arbitrage ;

- Annuler avec toutes les conséquences de droit la sentence arbitrale n° 024/CNA/TAB/AY/07 du 04 Juin 2007 par le Tribunal arbitral de Yaoundé présidé par Maître YOUNI André ;

- Condamner sieur KAMGA KAMGA Richard aux entiers dépens distraits au profit de Me TCHATCHOUA Gustave, Avocat aux offres de droit .

Sous toutes réserves

(6) illisible

--- Enregistré à Yaoundé (Actes Extra Judiciaires)

cières - YAOUNDE, le 20 AOUT 2007

Vol. 14 Folio 08 Case et 80 5143

Reçu quatre mille Francs

Quittance 1400439 du 17 AOUT 2007

LE RECEVEUR DE L'ENREGISTREMENT

(é) illisible

--- La cause a été enrôlée à l'audience du 0
Août 2007 et retenue à celle du 9 Avril 2008
après renvois utiles ;

--- Maître MONGKUD Lawrence conseil de l'int
mé a versé au dossier ses écrits dont la te-
neur suit :

Par ces motifs :

- Et tous autres à ajouter, déduire ou suppl
er même d'office et ou en audience

1- Bien vouloir constater que l'Acte Uniform
de l'OHADA relatif au droit de l'Arbitrage
est le seul texte applicable en matière d'ar
bitrage et qui régleme toute la procédure
d'arbitrage et règle tous les incidents de
procédure et d'exécution ; que dans le cas d
espèce et relativement à la question de sus-
pension de l'exécution (sursis à exécution e
cas d'exécution entamée ou défense à exécuti
provisoire en cas d'exécution non encore ent
mée), les textes de droit interne sont inopé
rants en vertu de l'article 10 du Traité de
l'OHADA, l'Acte Uniforme de l'OHADA sur le
droit de l'Arbitrage ayant entièrement trait
cette question en son Article 28 ; que les c
ditions légalement requises aux fins de la s

3- Réserver les dépens et renvoyer la cause
à toutes les fins de droit

Sous toutes réserves et ce sera justice

(é) illisible

--- Le 10 septembre 2007, l'intimé versait de
nouveau au dossier ses écrits dont la teneur
suit :

Par ces motifs

-Et tous autres à ajouter, déduire ou suppléer
même d'office et/ou en audience

1- Bien vouloir constater que la Cour des Céans
en l'absence de la possibilité d'appel et sur
tout uniquement saisie d'un recours en annula-
tion de sentence arbitrale, se trouve légale-
ment privée du pouvoir de confirmer ou d'infir-
mer même partiellement la sentence arbitrale
querellée et partant du pouvoir d'évoquer à
nouveau dans la cause

2- Bien vouloir constater que le pouvoir d'an-
nullation de la sentence arbitrale conférée par
la Loi à la Cour des Céans exclut légalement,
en vertu de l'autorité de la chose jugée atta-
chée par la même Loi à la sentence arbitrale/;

/toute possibilité d'attenter à cette en conséquence, il ne sera aucunement question
garantie d'efficacité ainsi ac-
corder par la Loi à la sentence
arbitrale ;

en cour d'instance d'annulation d'une sentence
arbitrale de faire un nouvel examen des faits
que le tribunal arbitral a déjà examinés et
tranchés, au risque de porter gravement atteinte
au pouvoir souverain d'appréciation des faits
de la cause reconnu par la Loi au tribunal ar-
bitral -

3- Bien vouloir constater qu'est légalement

irrecevable le recours en annulation de la
sentence arbitrale N° 024/CNA_TAB/OY/07 ren-
due par le Tribunal Arbitral siégeant à Yaoundé
en date du 04 Juin 2007, dès lors que le
moyen invoqué par la Recourante tend à un
nouvel examen des faits déjà examinés par le
Tribunal Arbitral ;

4- Bien vouloir constater accessoirement que
l'action de la recourante est non fondée en
ce que sa prétention soutenant l'inexistence
d'une convention d'arbitrage entre les parties
est manifestement inexacte dès lors qu'il est
clairement démontré que la convention d'arbi-
trage a effectivement et légalement été for-
mée entre les parties et a de surcroît été dé-
jà déclarée valablement formée entre les par-
ties par le tribunal arbitral dans une senten-
ce qui, en vertu de la loi, a totale autorité
de la chose jugée et est par conséquent irré-
vocable

5- Bien vouloir subsidiairement constater
que par son abstinance à, dès qu'elle en a
eu connaissance, invoquer sans délai devant
le Tribunal arbitral l'irrégularité que la
Recourante vient soulever aujourd'hui, elle
est désormais réputée en vertu de la loi a-
voir renoncé à s'en prévaloir

EN CONSEQUENCE : - AU PRINCIPAL :

1- Déclarer irrecevable le recours en annula-
tion de la sentence arbitrale n° 024/CNA_TAB/
AY/07 rendue par le Tribunal Arbitral siége-
ant à YAOUNDE en date du 04 JUIN 2007

ACCESSOIREMENT :

2- Rejeter le Recours en annulation de ladite sentence arbitrale comme non fondé

3- Condamner la Recourante aux entiers dépens avec distraction au profit de Maître MONGKUL Lawrence, Avocat aux offres de droit -

Sous toutes réserves et ce sera justice

(é) illisible

--- Le 30 Octobre 2007 Me TCHATCHOUA Gustave Avocat pour le compte de son client, déclarait ce qui suit :

Par ces motifs

- Recevoir le Crédit Communautaire d'Afrique en son action ;

- Constater qu'il n'existe entre les parties aucune convention d'arbitrage ;

- Constater que sieur KAMGA KAMGA et Maître YOUNI ont bravé littéralement les dispositions du règlement d'arbitrage de la Cour Commune de Justice et d'Arbitrage du 11 mars 1999 ;

- Annuler avec toutes les conséquences la sentence n° 024/CNA-TAB/AY/07 du 04 Juin 2007

- Condamner sieur KAMGA KAMGA Richard à payer au Crédit Communautaire d'Afrique la somme de 25.000.000 F CFA toutes causes de préjudice confondues ;

- Le condamner aux dépens distraits au profit de Maître TCHATCHOUA Gustave, Avocat aux offres de droit ;

Sous toutes réserves et ce sera justice -

(é) illisible

--- La Cour a rendu les débats clos et l'affaire mise en délibéré pour arrêt être rendu à l'audience du 9 Avril 2008 ;

--- Advenue cette audience, la Cour vidant son délibéré a rendu à haute voix par l'organe de son Président et en collégialité, l'arrêt dont la teneur suit :

LA COUR

--- Vu la Sentence Arbitrale n° 024/CNA/TBB/A 07 du 04 Juin 2007 rendue par le Tribunal arbitral à Yaoundé ;

--- Vu l'assignation en annulation d'une sentence arbitrale introduite à la requête du Crédit Communautaire d'Afrique S.A (CCA) dont le siège social est à Yaoundé BP 30388, ayant pour conseil Maître TCHATCHOUA Gustave, Avocat à Yaoundé ;

--- Oui Monsieur le Président en son rapport

--- Oui les parties représentées par leurs conseils qui ont conclu ;

--- Vy les pièces du dossier de la procédure
Après en avoir délibéré conformément à la loi

En la forme

- Considérant que le recours en annulation sus visé a été fait dans les forme et délai prescrite par la loi ; qu'il y a lieu de le recevoir ;

--- Considérant que toutes les parties ont été représentées par leurs conseils qui ont conclu ; qu'il échet de statuer contradictoirement à leur égard ;

Au fond

--- Considérant que par la sentence arbitrale susvisée, le juge privé des arbitrages a condamné le crédit communautaire d'Afrique S.A. à payer la somme de 82.000.000 Fcs au sieur KAMGA KAMGA Richard ;

--- Considérant que le Crédit Communautaire d'Afrique S.A. sous la plume de son conseil Maître TCHATCHOUA Gustave fait valoir que cette décision brave toutes les dispositions légales prévues par l'Acte Uniforme OHADA n° 4 régissant l'arbitrage ; que le Crédit Communautaire d'Afrique S.A. n'est pas lié à sieur KAMGA KAMGA par une convention d'arbitrage, condition sine qua non pour entamer la procédure d'arbitrage ; qu'en l'espèce, la procédure prévue par l'Acte Uniforme sur l'arbitrage dès les articles 2 et suivants a été violée et qu'il convient, la réclamation du Crédit Communautaire d'Afrique étant fondée, d'annuler la sentence arbitrale déférée ;

--- Considérant que l'intimé conclut à l'irrecevabilité du recours en annulation de la sentence arbitrale querellée en ce que ledit recours tend à un nouvel examen des faits de la cause déjà examinés, par le Tribunal Arbitral, le risque étant de porter gravement atteinte au pouvoir souverain d'appréciation des faits reconnus au Tribunal Arbitral par la Loi ; qu'il ajoute subsidiairement que l'action de la recourante est non fondée en ce que la convention d'arbitrage

a effectivement et légalement été formée entre les parties et a de surcroît été déjà déclarée valablement formée entre les parties par le Tribunal arbitral dans une sentence qui, en vertu de la loi, a totale autorité de la chose jugée et est par conséquent irrecevable ;

--- Mais considérant qu'aux termes de l'article 26 alinéa 1 "Le recours en annulation n'est recevable que dans les cas suivants :

- Si le Tribunal arbitral a statué sans convention d'arbitrage ou sur une convention nulle ou expirée" ;

--- Considérant que le recourant a toujours contesté avoir passé une convention d'arbitrage avec KAMGA KAMGA Richard, ce dernier l'ayant fabriquée par son ami "Me YOUNG" alors même que, n'ayant pas respecté ses engagements résultant de la convention de compte courant avec affectation hypothécaire entre le Crédit Communautaire d'Afrique "CCA" et lui, KAMGA KAMGA faisait l'objet d'une sommation de payer à laquelle il n'a pas fait suite, aucune convention d'arbitrage faisant de lui le créancier envers le Crédit Communautaire d'Afrique S.A ne pouvant par conséquent pas être acceptée par le recourant ;

--- Qu'il y a donc lieu de faire droit à la demande d'annulation de la sentence que l'on reconnaît comme fondée ;

DEPENS

Frais d'instance.....
Mise au rôle..... 4.000
D.P..... 865
Papiers..... 840
Timbres..... 8.000
Coût grosse..... 9.700
Exp.Ord.Fix..... 1.500
Enregistrement.....
Total.....

--- Considérant que la partie qui succombe doit être condamnée aux dépens ;

PAR CES MOTIFS

--- Statuant publiquement, contradictoirement à l'égard de toutes les parties, en matière d'arbitrage, en appel et en dernier ressort.

EN LA FORME

--- Reçoit le recours du Crédit Communautaire d'Afrique S.A ;

--- Constate la non existence entre les parties d'aucune convention d'arbitrage ;

--- Annule avec toutes les conséquences la sentence n° 024/CMA/TAB/AY/07 du 04 JUIN 2007 ;

--- Condamne sieur KAMGA KAMGA Richard aux dépens distraits au profit de Me TCHATCHOUA Avocat aux offres de droit ;

--- Ainsi fait, jugé et prononcé en audience publique les mêmes jour, mois et an que dessus et signé sur la minute, le Président, les Membres et le Greffier, approuvant _____ lignes et _____ mots rayés nuls ainsi que _____ renvois en marge bons./-

LE PRESIDENT,



LE 2E MEMBRE,

LE 1ER MEMBRE,



LE GREFFIER,

D.M³
90



Mme Ngamba épouse Nombou
Marie Elwige
Gadre Contractuel